

AVENANT N°9 AU MARCHE N°VM 201701-1

Avenant portant diverses mesures relatives à l'exploitation du marché Velib'

ENTRE

Le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole (SAVM) sis 82 Boulevard de Sébastopol, 75003 PARIS représenté par Monsieur Sylvain RAIFAUD en sa qualité de Président dûment habilité à signer la présente en vertu de la délibération n°2020-16 de délégation de compétence en date du 2 octobre 2020, ci-après le « Pouvoir adjudicateur »,

ET

SMOVENGO, Société par Actions Simplifiée au capital de 6 312 000 euros, ayant son siège social 1 avenue du Général de Gaulle - 92074 PARIS la Défense Cedex, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le n° 830 888 640, représentée par son Directeur Général, M. Jacques GREIVELDINGER, dûment habilité à signer la présente, ci-après le « Titulaire du marché ».

Le Pouvoir adjudicateur et le Titulaire du marché, étant ci-après individuellement et/ou collectivement désignés par « Partie(s) ».

PREAMBULE

Le Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole a notifié le 9 mai 2017 le marché portant sur la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service (VLS) (Marché n° VM201701-1), au groupement SMOOVENGO, constitué des sociétés SMOOVE, MARFINA SL, INDIGO INFRA et MOBIVIA.

Par un avenant n° 1 du 31 juillet 2017 (« Avenant n°1 au Marché n° VM201701-1 »), le groupement SMOOVENGO a été substitué par la société dédiée SMOVENGO, qui a repris l'ensemble des droits et obligations issus du Marché.

Par un avenant n° 2 du 20 septembre 2017 (« Avenant n°2 au Marché n°VM201701-1 »), le bordereau des prix unitaires a été complété, sans incidence financière sur le montant du marché.

Par un avenant n° 3 du 21 décembre 2017 (« Avenant n°3 au Marché n°VM201701-1 »), des modifications statutaires du titulaire du marché ont été actées.

Par un avenant n° 4 du 14 décembre 2018 (« Avenant n°4 au Marché n°VM201701-1 »), les modalités financières de l'exécution du marché ont été précisées.

Par un avenant n° 5 du 8 février 2019 (« Avenant n°5 au Marché n°VM201701-1 »), le montant de la partie forfaitaire du prix du marché a été ajusté pour tenir compte du montant corrigé pour l'année 2018.

Par un avenant n° 6 du 22 janvier 2020 (« Avenant n° 6 au Marché n°VM201701-1 »), le montant de la partie forfaitaire du prix du marché a été ajusté pour tenir compte du montant corrigé pour l'année 2019.

Par un avenant n° 7 du 23 janvier 2020 (« Avenant n° 7 au Marché n°VM201701-1 »), les modalités de mise en œuvre de nouvelles recettes complémentaires ont été arrêtées, ainsi que les modalités d'indemnisation du Titulaire du marché dans les cas de vol et vandalisme de vélos et de stations, les modalités d'application des pénalités étant par ailleurs également modifiées.

Par un avenant n° 8 du 8 mars 2021 (« Avenant n° 8 au Marché n°VM201701-1 »), une clause temporaire liée aux usages effectifs du service par type de vélos a été définie, les objectifs d'insertion sociale ont été renforcés, une nouvelle source de recettes complémentaires a été autorisée et le bordereau des prix unitaires (BPU) a été complété, ces dispositions étant sans incidence financière sur le montant du marché.

L'impact financier de l'ensemble de ces avenants a conduit à une diminution cumulée sur la durée du marché de -1,51% du montant total du marché initial.

Au vu de la délibération du comité syndical 2021-16 du 23 avril 2021 et de la décision du Pouvoir adjudicateur de modifier les tarifs généraux d'utilisation du service public Velib' applicables aux usagers du service Velib' à compter du 1^{er} août 2021, conformément aux dispositions de l'article 10 du Programme Fonctionnel Définitif - Clauses administratives (PFDA) modifié par l'avenant n°4, les Parties se sont rapprochées afin d'apprécier l'impact de ces modifications tarifaires et de réviser la grille d'intéressement du Titulaire du marché selon les modalités exposées ci-après.

Dans ce cadre, les modifications apportées au marché portent sur les éléments suivants :

Révision de la grille d'intéressement

Le contrat prévoit dans l'article 10 du Programme Fonctionnel Définitif - Clauses administratives (PFDA), modifié par l'avenant 4, qu'en cas de modifications des tarifs usagers, les Parties *« conviennent de se revoir pour faire le point sur les incidences de ces modifications sur les modalités de calcul de l'intéressement et, le cas échéant, les ajuster »*.

La première grille des tarifs des abonnements et des usages du service Velib' a été adoptée par le comité syndical par délibération n°2017-117 du 29 novembre 2017 et n'avait fait, depuis, l'objet d'aucune modification.

Au vu de l'expérience de l'utilisation du service, structurellement modifiée, notamment avec la crise sanitaire de la Covid-19, le comité syndical a décidé de réviser cette grille des tarifs des abonnements et des usages du service Velib' par délibération 2021-16 du 23 avril 2021 avec l'objectif de favoriser les déplacements en vélo mécanique (ci-après VM) et de mieux encadrer l'usage des vélos à assistance électriques (ci-après VAE). Il a également été décidé d'ajuster les rythmes de facturation pour les abonnés longue durée, jusque là mensuels, avec une facturation complémentaire émise dès l'atteinte de 10€ d'usage. Ainsi, les tarifs applicables aux usagers Velib' à compter du 1^{er} août 2021 sont désormais ceux présentés en annexe.

L'article 10 du PFDA précité prévoit ainsi que le titulaire est intéressé sur le montant des recettes usagers hors taxes (HT), après versement des commissions bancaires et après retraitement en cas de geste commercial imposé par le Pouvoir adjudicateur.

Cet intéressement est versé une fois par an, au premier trimestre de l'année n, sur la base du montant des recettes usagers HT de l'année calendaire n-1. Pour une année de contrat, il est plafonné à 20 % des recettes usagers totales.

Cet intéressement était, initialement, calculé de la manière suivante :

- ✓ 15% de la part des recettes usagers HT inférieure ou égale à 15 M€
- ✓ 17% de la part des recettes usagers HT comprise entre 15 M€ et 20 M€
- ✓ 20% de la part des recettes usagers HT comprise entre 20 M€ et 25 M€
- ✓ 23% de la part des recettes usagers HT comprise entre 25 M€ et 30 M€
- ✓ 27% de la part des recettes usagers HT comprise entre 30 M€ et 35 M€
- ✓ 30% de la part des recettes usagers HT supérieure à 35 M€

La grille tarifaire révisée adoptée par le comité syndical du 23 avril 2021 s'appliquera à compter du 1^{er} août 2021 pour toutes les nouvelles souscriptions au service Velib' mais les abonnements de longue durée en cours de validité et souscrits avant le 24 avril 2021 continueront de bénéficier des anciens tarifs jusqu'à l'échéance annuelle de leur abonnement. Ce n'est qu'à cette échéance que chaque titulaire d'un abonnement au service sera invité à le renouveler en approuvant les nouvelles conditions générales d'accès et d'utilisation (CGAU) avec les modifications de la grille tarifaire et des modalités de paiements.

Ces modifications tarifaires portant pour les 380 000 abonnés longue durée actuels, sur les conditions et coûts d'usage des vélos à assistance électrique ainsi que sur le rythme de paiement avec une facturation complémentaire dès le dépassement de 10€ d'usage pourraient engendrer une évolution négative dans les comportements de réabonnement et / ou une adaptation de leur utilisation du service (moindre recours aux VAE, durée d'usage réduite...). Lors de leur mise en œuvre, les conséquences sur les recettes totales collectées par le Titulaire du marché apparaissent par conséquent incertaines sur cette période de transition en 2021 et 2022.

C'est pourquoi, il est proposé de revoir la grille d'intéressement du Titulaire du marché sur ces deux exercices en vue de couvrir les risques d'un faible taux de réabonnement et de moindres usages facturés ainsi que de renforcer son intéressement au regard du développement commercial du service lié à la mise en œuvre de la nouvelle grille tarifaire adoptée. La grille d'intéressement (qui n'a jamais été modifiée depuis l'ouverture du service début 2018), dans un objectif de qualité de service continue, serait ainsi temporairement adaptée pour demeurer incitative pour le titulaire du marché.

Aussi, les Parties sont convenues d'ajuster par voie d'avenant les modalités de calcul de l'intéressement pour les années 2021 et 2022 par une majoration de 3 points de pourcentage chacune des tranches définies à l'article 10 du PFDA modifié par l'avenant 4 correspondant à la couverture d'un risque ponctuel de perte de recettes totales estimé de 2,5 M€ sur chacune de ces deux années par rapport à l'exercice 2020. L'impact financier de cet avenant sur le montant versé au titre de l'intéressement est estimé en fourchette haute à 0,7 M€ sur chacun de ces deux exercices. Un bilan de l'impact de la nouvelle grille tarifaire sur les comportements des abonnés

et de leurs effets financiers ainsi que du présent avenant sera dressé par chacune des Parties à l'issue de cette période en vue d'un échange contradictoire entre elles.

A compter de l'exercice 2023, la grille d'intéressement initiale telle que prévue à l'article 10 du PFDA modifié par l'avenant 4 est rétablie dans tous ses effets.

Les autres dispositions de cet article prévues demeurent inchangées.

Il convient de préciser que l'intéressement au montant des recettes usagers représente une part minoritaire de la rémunération annuelle totale de Smovengo estimée à hauteur de 7 %, 85% étant assurés par la rémunération de la partie forfaitaire du marché, 4% pour la part indemnisation pour vol et vandalisme et 4% pour les recettes complémentaires.

CELA ETANT EXPOSE, LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant, fondé sur l'article 139 5° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, a pour objet :

- de modifier la grille d'intéressement définie à l'article 10 du Programme Fonctionnel Définitif- Clauses administratives (PFDA) modifiée par l'avenant n°4, pour les années 2021 et 2022 et d'en dresser le bilan ;

Conformément aux dispositions de l'article 139 5° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, le présent avenant, sans impact financier sur le montant initial du marché, ne modifie ni l'objet du marché, ni son équilibre économique, et n'introduit pas de conditions « *qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue* ».

Article 2 : Modification de la grille d'intéressement définie de l'article 10 du PFDA, modifiée par l'avenant 4 pour les exercices 2021 et 2022

La grille d'intéressement prévue à l'article 10 du PFDA modifiée par l'avenant 4 est remplacée pour le calcul de l'intéressement sur les recettes totales de l'exercice 2021 et de l'exercice 2022, dont l'impact financier est estimé en fourchette haute à 0,7 M€ sur chacun de ces deux exercices, par la suivante avec l'ajout de l'alinéa suivant, les autres dispositions de l'article 10 restant inchangées, et notamment, pour une année de contrat, le montant de l'intéressement total demeure plafonné à 20% des recettes usagers totales HT :

- ✓ 18% de la part des recettes usagers HT inférieure ou égale à 15 M€
- ✓ 20% de la part des recettes usagers HT comprise entre 15 M€ et 20 M€
- ✓ 23% de la part des recettes usagers HT comprise entre 20 M€ et 25 M€
- ✓ 26% de la part des recettes usagers HT comprise entre 25 M€ et 30 M€
- ✓ 30% de la part des recettes usagers HT comprise entre 30 M€ et 35 M€
- ✓ 33% de la part des recettes usagers HT supérieure à 35 M€

Un bilan de l'impact de la nouvelle grille tarifaire mise en œuvre à compter du 1^{er} août 2021 sur les comportements des abonnés et de leurs effets financiers ainsi que du présent avenant sera dressé par chacune des Parties à l'issue de cette période en vue d'un échange contradictoire entre elles.

A compter de l'exercice 2023, la grille d'intéressement initiale telle que prévue à l'article 10 du PFDA modifiée par l'avenant 4 est rétablie dans tous ses effets.

Article 3 : Autres dispositions

Les dispositions du marché public initial et de ses avenants non contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant sont inchangées et demeurent en vigueur.

Le présent avenant prend effet au jour de sa notification par le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole à la Société SMOVENGO, après sa transmission au contrôle de légalité.

Fait à en deux exemplaires

Pour le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole

Monsieur Sylvain RAIFAUD, Président du Syndicat

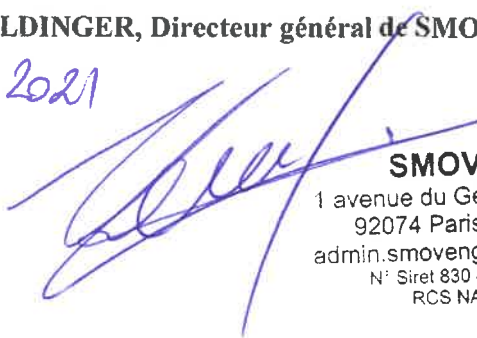
A Paris, le 16 juin 2021



Pour SMOVENGO SAS

Monsieur Jacques GREIVELDINGER, Directeur général de SMOVENGO

A Paris, le 21 juin 2021



SMOVENGO

1 avenue du Général De Gaulle
92074 Paris La Défense
admin.smovengo@smovengo.fr
N° Siret 830 888 640 00059
RCS NANTERRE